

Contribution EDF Concertation CEE 4^{ème} période
Atelier 6 Opérations CEE

Proposition n° A6-1 : Rendre les sites soumis à quota de CO₂ éligibles aux CEE.

Justification :

. Les dispositifs de réduction de GES et d'Economies d'énergie sont indépendants. Une action économe en énergie n'est pas forcément vertueuse en CO₂. Ainsi de nombreuses actions portant sur l'optimisation des utilités hors cœur de process (ex : fuites d'air comprimé, réseau de chaleur interne, etc.) sont des gisements d'économie d'énergie sans impact majeur sur la consommation de CO₂ du site. En interdisant la valorisation CEE sur ces sites, on se prive d'actions vertueuses marginalement liées au CO₂.

. Par ailleurs, le prix du CO₂ est bas, les clients industriels ne sont donc pas assez incités à faire des actions d'économies d'énergie / de CO₂ par le seul mécanisme ETS. Ils passent en grande partie par l'achat des quotas de CO₂ plutôt que la mise en place réelle d'actions sur le site. Valoriser en sus les CEE permettrait d'inciter à la mise en place effective de mesures et développerait des actions additionnelles.

Proposition n° A6-2 : Autoriser le cumul CEE avec les aides ADEME, notamment avec le Fonds Chaleur.

Justification :

Le rythme des projets nouveaux de réseaux de chaleur, injection de biogaz, valorisation chaleur de la biomasse est en forte baisse depuis un an, principalement à cause du faible prix du gaz qui rend les réseaux renouvelables moins compétitifs. Ces projets nécessitent donc d'être soutenus.

Le cumul d'un soutien au titre des CEE et des aides du fonds Chaleur permettrait ce soutien.

Les CEE - d'après la décision du Conseil d'Etat du 9 mars 2016 - ne sont pas considérés comme une aide d'Etat.

Dans les DOM, le Fonds Chaleur contribue très largement au financement des opérations d'efficacité énergétique dans les bâtiments collectifs et particulièrement pour les bailleurs sociaux. Il y a donc concurrence frontale entre fond chaleur et les CEE précarité. Par ailleurs le coût de la rénovation des logements sociaux dans les DOM est très élevé et le cumul CEE / fond chaleur serait déterminant dans bien des cas pour décider le bailleur à intégrer les lots de travaux liés à l'efficacité énergétique. Dans le cas contraire ces lots ne sont souvent pas pris en compte. La règle d'incompatibilité des aides est donc un frein au développement de l'efficacité énergétique.

Proposition n° A6-3 : Pour les fiches nouvellement révisées, prendre en compte une date d'application qui est la date d'engagement dans le RAI et non la date d'engagement de l'opération.

Justification :

Dans le 3.4 de l'annexe 4, le professionnel dans s'engage à avoir incité directement le bénéficiaire à réaliser l'opération d'économies d'énergie au moyen d'une contribution du demandeur. Il précise les opérations d'économie d'énergie pour lesquelles la contribution est apportée. Il peut s'engager à ce moment là sur un montant de prime. L'engagement est horodaté.

En cas de modification du forfait de la fiche opération, nous demandons que l'ancien forfait continue à s'appliquer à toutes les opérations ayant fait l'objet d'un engagement horodaté du professionnel avant la date d'entrée en vigueur du nouveau forfait.

Actuellement, seules les opérations engagées avant cette date bénéficie de l'ancien forfait, ce qui pose problème lorsque le professionnel s'est engagé sur la base du forfait existant.

Proposition n° A6-4 : Supprimer le seuil des 10 000 m² pour les fiches standardisées tertiaires portant sur l'isolation ou le calorifugeage.

Justification :

Les bâtiments de plus de 10 000 m² représentent 17% des surfaces tertiaires. Ce seuil réduit le gisement des économies d'énergies valorisables dans le secteur tertiaire. Les fiches Isolation et Calorifugeage sont calculées à partir de la performance des isolants et des DJU Ceren, qui sont indépendants des surfaces. Même si les consommations sont "dispersées" sur le segment des grandes surfaces, le gain réel calculé dans les fiches s'applique. C'est d'ailleurs exactement le même calcul sur les fiches résidentielles.

Proposition n° A6-5 : Disposer d'une fiche "Rénovation globale" ou "Bouquets de travaux" pour les logements individuels (maisons / appartements).

Justification :

Comme le souligne l'ADEME dans l'étude OPEN, l'état des logements français nécessite dans une majorité de cas des travaux multidimensionnels pour générer des économies d'énergie optimales (exemple : changement de système thermique avec isolation ; travaux enveloppe / Chaudière ou Convecteurs et/ou Ventilation). Le dispositif n'incite pas aujourd'hui, sauf sur les logements collectifs, à réaliser plusieurs travaux là où c'est nécessaire. Nous proposons de favoriser ces multi-travaux par une fiche standardisée de type "rénovation globale" ou "bouquets de travaux" sur les logements individuels, avec un forfait plus attractif que les forfaits individuels concernés. C'est notamment le cas pour les ménages précaires, qui ont besoin d'une solution globale, avec un reste à charge faible, pour se sortir de la situation de précarité énergétique.

Proposition n° A6-6 : Mettre en place une réunion d'échange régulière entre le PNCEE/DGEC et les acteurs du dispositif permettant notamment d'aborder les questions

relatives aux opérations, et aux questions d'interprétation des fiches et des textes réglementaires.

Justification :

Il s'agit de faciliter la mise en œuvre des demandes CEE en clarifiant les questions d'interprétation des fiches et des textes de façon plus dynamique qu'actuellement, et donc avec une alimentation de la FAQ DGEC plus rapide. En conséquence, les acteurs ayant plus de réponses sur les difficultés ou les questions rencontrées dans leurs processus de production des CEE, les opérations et les dossiers de demande seront de meilleure qualité.

Proposition n° A6-7 : Mettre en place sur le plan national une base de données matériels pour les fiches Industrie, validée par l'ADEME ou par la DGEC..

Justification :

Pour les fiches Industrie les plus importantes, où il est souvent difficile d'obtenir des fabricants les certifications voulues, nous proposons de disposer d'une base de données agréée par le PNCEE, permettant de vérifier l'éligibilité des matériels pour les opérations CEE. Cela permettrait une simplification considérable des demandes, à la fois pour le PNCEE, pour les demandeurs, mais aussi pour les professionnels et les bénéficiaires. Les preuves de conformité n'auraient plus à être fournies ni archivées (sauf matériels hors de la base), ce qui réduirait le coût administratif des CEE. Il existe plusieurs bases déjà existantes et maintenues : ATITA, CSTB, EDIBATEC, EUROVENT, mais elles ne peuvent être utilisées dans le cadre des CEE car non agréées PNCEE.

Proposition n° A6-8 : Ne pas engager de nouvelle révision du catalogue de fiches standardisées sur la période, sauf cas particuliers, alors que celle-ci vient de s'achever en 2016.

Justification :

Le processus de révision des fiches a mis près de 3 ans à se conclure, c'est un travail considérable, fastidieux et qui coûte cher en implémentation. Réviser à nouveau le catalogue serait un poids très lourd pour le dispositif. Les acteurs ont besoin de stabilité pour développer les opérations CEE. Garder la possibilité de révision au cas par cas.